

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 décembre 2025

Que penseriez-vous d'une réflexion sur la métaphysique et la dialectique, l'idéalisme et le matérialisme, comment ils influencent ou structurent notre mode de penser, les interprétations de nos actes (et nos actes eux-mêmes), de notre condition, de la réalité, de la société, du monde, de la situation ?

La métaphysique et la dialectique aussi sont passées par des transformations ou des mutations au fil du temps ou de l'histoire, pour être plus précis, tout du moins dans la manière de se présenter à nous ou de les percevoir.

La métaphysique est au développement de la pensée, ce que l'alchimie fut à la chimie, la sauvagerie à la civilisation, bien que ce soit un grand mot qui a donné lieu à toute sorte d'instrumentalisations, jusqu'à cautionner le colonialisme ou le massacre ou l'asservissement de peuples entiers qu'autrefois ils réduisaient en esclavages, à défaut jadis de se livrer au cannibalisme, quand de nos jours ils ne les exterminent pas en les faisant de faim. C'est plus sophistiqué, au point qu'ils le justifient politiquement, entendez économiquement et moralement, là rien n'a changé !

La Russie et la Chine ont fustigé à l'ONU le « *comportement de cow-boy* » de Trump, à l'encontre du Venezuela mais pas que, c'est l'ensemble de l'administration américaine qui se conduit en cow-boy ou shérif envers les peuples du monde entier qu'ils menacent ou terrorisent, pour ne pas dire en petit dictateur à moustache, comme quoi effectivement rien n'a changé depuis cette sombre époque.

Alors, il serait peut-être temps de prendre conscience, qu'il nous faut penser dialectiquement pour en finir avec le cycle de la barbarie qui n'a jamais cessé, toutes les guerres en témoignent si nécessaire. Il faudrait peut-être s'élever un peu, prendre un peu de hauteur, peut-être qu'on percevrait qu'un monde meilleur est à notre portée, à condition d'y mettre du nôtre et de cesser de penser à la manière des esclavagistes qu'ils soient américains, russes ou chinois.

La suite, si vous y participez, sinon tant pis ! Ce n'est pas que je serais à court d'arguments ou d'imagination, loin de là, mais je suis fatigué et je manque de temps, je ne peux pas tout faire et il me reste peu de temps à vivre, vous comprenez.

A les entendre 1 Français sur 3 serait un détraqué mental, soit ils prennent leurs désirs pour la réalité, soit ils sont parvenus à leur fin et il fallait que vous le sachiez.

J-C – Pour un peu, si vous n'en faisiez pas encore partie, ne résistez plus, laissez-vous aller, dépêchez-vous de les rejoindre, tel est explicitement le message.

Une fois rendu à cet état d'isolement, vous serez encore plus vulnérable, plus facilement manipulable, davantage porté à la passivité et à détester le monde entier, vous unir pour combattre le régime en place ne vous viendra jamais à l'esprit et si on vous le propose, horrifié par cette perspective vous refuserez catégoriquement.

Dites-vous bien que pas un seul article qu'ils publient n'est gratuit, et si vous ne parvenez pas à découvrir le sens d'un article, c'est que vous êtes vulnérable, sans doute déjà soumis à leur influence, pour ne pas dire que c'est une certitude, c'est tout du moins ce que je pense et je me trompe très rarement en la matière.

"Ça renforce mon sentiment d'isolement" : à Noël, ces Français qui ne sont pas à la fête - franceinfo.fr 24 décembre 2025

Un Français sur trois se dit angoissé à l'approche des fêtes de fin d'année. Sentiment de solitude, stress de l'organisation, appréhension des retrouvailles de famille autour de repas trop copieux... De nombreuses personnes expliquent à franceinfo pourquoi ils n'aiment pas Noël.

https://www.franceinfo.fr/decouverte/noel/temoignages-ca-renforce-mon-sentiment-d-isolement-a-noel-ces-francais-qui-ne-sont-pas-a-la-fete_7626233.html

La mystification climatique (politique) en phase de congélation prolongée.

J-C - Ces malfaisants ne sont jamais à court d'imagination pour tenter de vous pourrir la vie en jouant sur les mots.

Avant vous deviez plus ou moins vous prémunir du froid, désormais ce ne sera plus la température qu'il fait à l'extérieur qui prévaudrait, mais son "*ressenti*", la "*sensation de froid*" qui pourrait vous envahir, la température ambiante passerait au second plan, ce qui permettrait de pouvoir mieux l'instrumentaliser, afin de vous commander le comportement à adopter : Garde-à-vous !

Rassurez-vous, il suffirait d'"*une goutte froide* " pour que leur propagande gèle sur place ! Des sadiques, cinglés !

De la neige par endroits et le Noël le plus frais depuis quinze ans : voici ce que disent les prévisions météo pour le 25 décembre - franceinfo avec AFP 24 décembre 2025

Sous le passage d'une goutte froide entre mercredi et jeudi, la température moyenne sera proche de 3°C dans l'Hexagone, rompant avec la douceur de début décembre. Plusieurs préfectures ont activé le plan "*grand froid*".

La sensation de froid risque d'être accrue par l'effet de la bise, qui pourra donner un ressenti de 5°C inférieur aux températures réelles. Toutefois, "*on ne peut pas dire que cette fraîcheur hivernale sera pour autant un événement, il ne fera pas aussi froid qu'en 2010*", année où la température moyenne nationale était proche de 0°C, "*et on sera 10°C au-dessus du Noël 1962 qui avait été, lui, particulièrement froid*", souligne Patrick Galois, prévisionniste chez Météo-France, auprès de l'AFP. En d'autres termes, "*ça restera un froid modéré*". franceinfo avec AFP 24 décembre 2025

Lu. La preuve qu'on est toujours plus con que quelqu'un !

- Il faut boycotter tout ce qui est en provenance des États-Unis...

J-C - Désuet, foutaise !

- Et se rappeler, en guise de conclusion et en ne l'oubliant jamais, cette phrase : « *Le fascisme ça commence avec les fous, ça se réalise grâce aux salauds, et ça continue à cause des cons* ». (Henry de Montherlant).

J-C – Certes, avec une certaine dose d'hypocrisie ou de lâcheté. Cela commence surtout par les intellectuels petits bourgeois parce que ce sont les plus instruits et ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. Ils collaborent avec elle, ils refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions à l'origine du fascisme, parce qu'ils leur doivent leur statut social supérieur ou leur mode de vie privilégié, leurs intérêts individuels prévaut sur les intérêts collectifs du peuples qui commandent d'adopter le socialisme.

Au lieu de partir des rapports d'exploitation qui existent entre travailleurs et capitalistes pour qu'ils puissent mener le combat politique sur le terrain de la lutte de classe qui leur est propre, les voilà ravalant au rang vulgaire "*consommateurs*", autrement dit otages de leur propre servitude, dont ils ne pourront évidemment jamais sortir dans ces conditions-là, puisque la consommation de marchandises ou de services fait partie du cycle du capital quelle que soit la manière dont elle se réalise.

Pour que le fascisme se développe, il faut que des pans entiers de la petite bourgeoisie intellectuelle y adhèrent. Ensuite, c'est elle qui encadre les bataillons du lumpenprolétariat qui seront chargés de faire la sale besogne en réprimant violemment les militants du mouvement ouvrier, avant d'être liquidés à leur tour quand les commanditaires du fascisme estimeront avoir atteint leurs objectifs, donc quand ils n'en auront plus besoins. Plus tard, lorsque l'oligarchie estimera que la situation est suffisamment normalisée ou les rapports entre les classes lui sont favorables sans avoir à recourir au fascisme, elle le rangera au placard ou le fascisme s'effacera au profit d'une dictature institutionnelle nommée démocratique. Et à ce moment-là, toutes les couches de la petite bourgeoisie, qu'elles aient collaboré ou non avec le fascisme, crieront en chœur : Vive le régime démocratique, vive la république, et la situation suivra son cours comme si rien ne s'était passé finalement, jusqu'à la prochaine fois.

- Pour tous les militants pro-palestiniens, la cible n'en devient dès lors que plus évidente. Nombreux me répondent, "*oui, mais que faire ?! Nous savons tout cela, mais en pratique, que pouvons-nous faire à notre petit niveau ?*" A quoi je leur réponds inlassablement : pour commencer, il faut s'informer aux bonnes sources ; et ensuite, il faut bien réaliser à quel point nous représentons une force que beaucoup semblent sous-estimer voire ignorer, qu'est notre puissance de consommateurs.

J-C - Ce mode de penser est d'autant plus stupide et méprisable, que ce sont ceux qui se tapent sur le ventre ou qui sont privés de "*consommation*" qui font les révolutions, et non les nantis dont fait partie l'auteur de ces lignes et auxquels il s'adresse.

- En tant que militants, nous devons comprendre le rôle et l'importance de la culture dans nos sociétés.

La culture est avant tout le produit du processus historique inconscient qui a façonné les sociétés, les nations, où dominaient des rapports de classe favorables à celle des exploiters et des

opresseurs, ce qui signifie que s'en réclamer revient à légitimer cette classe au pouvoir, et une fois bradée notre indépendance de classe au profit d'une reconnaissance d'opérette, il devient impossible de concevoir une société meilleure qui en ferait l'économie ou se débarrasserait de ce carcan qui encadre et étouffe les peuples, avec des mœurs et des coutumes archaïques, injustes, souvent teintés de cruautés, qui exercent une puissante force d'inertie sur l'histoire et l'empêche d'aller de l'avant...

Les peuples opprimés se raccrochent à leur culture à défaut de conscience de classe, c'est juste un constat. Si le pouvoir en place s'en prend à leur culture, il prend le risque de se couper du peuple et que celui-ci s'oriente vers la lutte de classe, c'est qu'on compris les oligarques ou leurs idéologues qui dictent la politique de Trump, par exemple, parce qu'il a besoin de son adhésion pour appliquer sa politique. Ils se sont rendus compte qu'en comptant sur la gauche oligarchique, elle était trop percluse de contradictions pour emporter l'adhésion du peuple, du coup cette stratégie ne permettait pas d'atteindre leurs objectifs, et comme de son côté l'extrême centre fascisant était déjà hors course, alors ils décidèrent de passer le relais au gang mafieux de Trump.

Ce que je viens d'expliquer, les abrutis de gauche et d'extrême gauche ne l'ont manifestement pas compris ou ils ne représentent pas notre cause, la culture en générale fait partie des conditions d'existence des masses qui déterminent tout le reste. Dit autrement, c'est la culture, la langue, les coutumes ou les traditions, la religion majoritaire qui structure le peuple, au même titre que le mode de production et le régime politique en vigueur, qui déterminent sa manière de penser, son mode de vie, son comportement au quotidien. On peut ajouter, en fonction de la classe à laquelle appartient chaque citoyen, sachant qu'en fonction des circonstances l'un ou l'autre de ces éléments aura davantage d'importance.

Ma longue expérience (31 ans au total) en Inde m'a enseigné, qu'en cas de menace ou d'agression collective de la part de l'Etat, les Indiens ne se soucient pas de savoir quel est le statut social, le niveau du compte en banque, le degré de parenté ou quelle est la caste, la classe sociale, la religion, etc. d'untel ou untel, ils font fronts unis contre les autorités. Ils n'ont pas réussi à imposer le confinement en 2021, ni le port du casque obligatoire dans toute l'Inde, ni l'éradication des sacs plastiques (qui est un fléau, certes !)

Le renoncement au socialisme conduit à se détourner du social au profit du sociétal, et quand de fil en aiguille ou l'air de rien l'opportuniste substitue la culture à la lutte des classes, ce n'est pas pour renverser les rapports sociaux injustes existant, bien au contraire, c'est uniquement pour assurer leur pérennité lorsqu'ils sont menacés.

La gauche (et extrême gauche) oligarchique instrumentalise la culture dans le but de détruire les avantages concomitants qu'en tiraient le peuple paradoxalement, de manière à l'affaiblir, le diviser, opposer toutes les communautés entre elles, atomiser tous les éléments qui le compose au détriment de la solidarité et de la lutte de classe, de l'unité des exploités indispensables pour lutter efficacement contre le capitalisme.

C'est la raison pour laquelle dans ce domaine la gauche oligarchique et décomposée est la championne ou elle figure au premier rang des destructeurs de la culture de tous les peuples, tout en prétendant le contraire ou la préserver, car là aussi elle procède par inversion. Ses partisans conspuent Trump ou les conservateurs, les souverainistes, parce qu'ils revendiquent la culture profondément ancrée dans le mode de vie des peuples, sous prétexte d'archaïsme, pour finalement vouloir en imposer une encore plus injuste, puisqu'elle tend à reproduire les rapports de classes actuels dictés par l'oligarchie financière ou 1% de la population. Non seulement c'est illégitime ou réactionnaire, en plus cela s'accompagne de la destruction du cadre qui dans une certaine mesure

servait au peuple à résister à l'oppression et au fascisme. Comme chaque fois dans le passé, la gauche néolibérale et les stalinien, les crypto-social-démocrates ou stalinien, les nationalistes en tout genre, favorisent la montée du fascisme au lieu de s'y opposer ou de le combattre.

- Assurément, le chaos se prépare si tout cela n'est pas urgemment réorienté et balisé par les règles d'un Droit qui serait identique et équitable pour tous, et enfin respecté : pas de paix sans justice !

J-C – Où est le lézard ici, c'est simple, sans remise en cause du capitalisme on vous promet monts et merveilles, « *un Droit qui serait identique et équitable pour tous* », vous y croyez, cela n'a jamais existé, il nous prend pour des demeurés, attention, on va se fâcher ! Il a employé le conditionnel parce qu'il n'y croit pas lui-même, c'est malhonnête.

- Face à l'indicible que traversent les Palestiniens de Gaza, les positions de nos gouvernements sont intenables, injustifiables et il faut en exiger des comptes.

J-C - Ben voyons, le terrain des illusions, on n'a rien à exiger d'eux, on doit les combattre et les chasser du pouvoir. Ce n'est pas du tout la même orientation politique que celle de monsieur Vanhove. Ces deux orientations politiques sont incompatibles. A bas, l'opportunisme !

- Ce qui était caché et parfois méconnu auparavant ne passe plus. Se heurte à l'immédiateté des images et de l'instant, et d'une information qui circule à la vitesse de l'éclair, renversant le narratif fallacieux des autorités. Les paradigmes d'antan ont profondément changé. Il n'y a que la bureaucratie politique qui semble ne pas en avoir pris conscience. D'où la césure de plus en plus criante entre les citoyens et les élus.

J-C - Que des contradictions là-dedans, quelle confusion !

Rappelez-vous, en décembre 2019 on pouvait entendre ce genre de discours en long en large et en travers colporté par les mêmes auteurs, et on a vu ce que cela a donné les mois suivants jusqu'à nos jours, je ne sais pas ce qui "*auparavant ne pass(ait) plus*", ce que j'ai constaté, c'est que les mystifications climatique et sanitaire sont largement passées comme une lettre à la poste, en fait de "*césure*", c'est la réalité qui en est la première victime, et contrairement à ce qu'avance ce monsieur, "*la bureaucratie politique*" a parfaitement "*pris conscience*" que les masses étaient réduites à l'impuissance et que l'oligarchie détenait un gigantesque pouvoir, d'où les manœuvres de l'UE pour mieux les museler.

Si les masses sont réduites à l'impuissance, c'est parce qu'elles disposent encore largement des moyens de vivre comme avant, et parce la gauche et extrême gauche oligarchique ont pourri et neutralisé le mouvement ouvrier, cet article est paru notamment dans deux blogs tenus par des stalinien, ce n'est pas un hasard.

Comment les médias dits alternatifs vous pourrissent la vie autant que les médias mainstream.

Le délire des «radars intelligents» en 2026 : jusqu'à 8 points retirés et des centaines d'euros d'amende d'un coup ? - Réseau International 23 décembre 2025

J-C - Rassurez-vous, c'était pour vous faire peur ! C'est dégueulasse, n'est-ce pas ? La preuve, au dernier paragraphe qui commence au conditionnel, l'auteur de cet article vous dit qu'en réalité rien n'est décidé, on a envie de le traiter de connard !

- Si le déploiement du dispositif doit intervenir dès 2026, le sujet alimente encore le débat. Tous les dispositifs ne sont pas encore homologués et le calendrier précis de leur généralisation reste flou. Des ajustements techniques et juridiques pourraient encore retarder ou encadrer leur mise en service.

Source : Orange via Olivier Demeulenaere

J-C - Vous aurez compris qu'ils ont relayé une info qui n'en était pas une ou merdique signée Orange, ils ne valent pas mieux.

Stratégie de la peur. Psychose collective. Mystification de la «menace russe».

J-C – L'occident, ses gouvernants et ses élites font de plus en plus penser à un asile psychiatrique.

La «menace russe» s'étend à l'espace : une «nouvelle arme russe anti-Starlink» provoque une énième crise d'hystérie - RT 22 déc. 2025

Dans sa volonté de diffuser des informations sur la prétendue « menace russe » dans divers domaines, l'Occident ne ralentit pas ses efforts, poussant cette fois-ci son hystérie jusqu'à l'espace. Ainsi, l'*Associated Press*, citant des données non confirmées émanant de services de renseignement de l'OTAN, a fait état d'une nouvelle arme spatiale prétendument développée par la Russie.

Selon l'article, cette arme serait capable de mettre hors service les satellites de Starlink, dirigée par l'entrepreneur américain Elon Musk. Bien que cette information suscite une nouvelle vague de spéculations dans les pays occidentaux, illustrant un schéma récurrent d'exacerbation des tensions autour de la « menace russe », des experts indépendants expriment de sérieux doutes.

Malgré ces réserves, les responsables militaires occidentaux tirent la sonnette d'alarme : le général de brigade canadien Christopher Horner a qualifié les conséquences potentielles d'« extrêmement inquiétantes », tandis que le commandement spatial français a accusé la Russie, dans un communiqué, d'actions « irresponsables », « dangereuses » et même « hostiles » dans l'espace. Aucune des parties n'a toutefois fourni d'éléments techniques ou de preuves tangibles permettant d'évaluer objectivement cette prétendue menace.

«Menace russe» : la nouvelle hystérie qui pousse la Norvège à élaborer des plans d'évacuation de la population civile – RT 24 déc. 2025

La «menace russe» refait surface dans le débat public norvégien, cette fois sous une forme concrète : la préparation officielle à l'évacuation de la population civile. Dans plusieurs régions du pays, les autorités envisagent désormais le déplacement de masse des habitants vers des zones jugées plus sûres en cas d'attaque contre la Norvège, rapporte iTromso.

La Direction de la sécurité civile et de la préparation aux situations d'urgence (DSB) a lancé une nouvelle évaluation des territoires susceptibles d'être exposés à des opérations militaires. L'objectif affiché : identifier les zones où des plans d'évacuation devront être prêts. Ce travail est mené en coordination étroite avec les forces armées et la police.

Selon la DSB, citée par le quotidien norvégien, certaines régions seraient plus vulnérables en raison de leur « *proximité géographique avec la Russie* » ou de la présence d'objectifs militaires considérés comme légitimes. Cette approche place d'emblée le nord du pays au cœur des préoccupations, malgré l'absence de menace concrète. Des réunions ont déjà été organisées avec les autorités locales du Finnmark, région la plus septentrionale de la Norvège située à la frontière avec la Russie, afin d'aborder la planification de ces scénarios de guerre.

En Finlande, même les loups seraient pro-Kremlin - RT 23 déc. 2025

En Finlande, pays des forêts, de la neige et des cartes postales de Noël, une découverte majeure vient d'être faite : la Russie serait désormais responsable... de la disparition des rennes, selon CNN. Dans la météo morale occidentale, la Russie influence déjà l'énergie et la cybersécurité. Il ne manquait plus que les rennes finlandais pour que la faune lapone entre, elle aussi, dans le champ géopolitique.

À Kuusamo, tout près de la frontière russe, Juha Kujala, éleveur de rennes, ne parle pas de hasard. Les loups, dit-il, sont trop nombreux, trop actifs, trop présents. À partir de là, l'équation est rapide : un phénomène excessif suppose une responsabilité extérieure. Et cette responsabilité, selon lui, se trouve à Moscou et porte un nom : Vladimir Poutine.

Les loups, explique-t-on, sont devenus incontrôlables. Ils « *tuent, tuent, tuent* ». Ils arrachent des langues, laissent des traces de pattes, puis disparaissent, laissant les renards et les corbeaux terminer le travail. Une brutalité animale, certes, mais dont l'origine serait strictement politique.

L'explication suit une logique implacable : en Russie, les chasseurs seraient partis en Ukraine. Résultat : plus personne pour chasser les loups. Les loups prolifèrent. Ils traversent la frontière. Et les rennes finlandais paient le prix de la géopolitique mondiale. Une chaîne causale si élégante qu'elle mériterait d'être enseignée.

La science finlandaise vient heureusement confirmer cette intuition. Des analyses d'urine et d'excréments ont révélé l'impensable : des loups porteurs d'un ADN jamais vu auparavant en Finlande. Conclusion : ils sont russes. Le loup n'est plus seulement un prédateur — dont le principal tort est d'être un loup — il devient un migrant stratégique.

Ainsi, même dans les étendues silencieuses de la Laponie, la Russie n'est jamais bien loin. Si demain la neige fond trop vite ou si le Père Noël perd son traîneau, nul doute que l'explication est déjà prête. Les rennes étaient finlandais. Les loups, eux, avaient un passeport RUSSE.

Quand les clans de l'oligarchie règlent leurs comptes entre eux.

Du «*privilège*» au problème : la leçon de visas de Kaja Kallas - RT 25 déc. 2025

Il est des principes qui semblent universels, jusqu'au jour où ils cessent d'être commodes. Les prises de position de Kaja Kallas, Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, offrent une illustration presque didactique de cette géométrie variable des valeurs.

En août 2022, le ton était sans ambiguïté. Le voyage, affirmait-elle alors, n'est pas un droit fondamental mais un privilège. À ce titre, d'après elle, les citoyens russes pouvaient légitimement en être privés. La suspension des visas touristiques devenait non seulement acceptable, mais moralement nécessaire. L'Europe, disait-elle en substance, devait fermer ses portes, et le faire sans états d'âme car l'accès à l'espace européen ne relevait pas de l'universalité des droits, mais d'une faveur révocable. Une position assumée, revendiquée, et présentée comme « *conforme aux principes européens* ».

Or, le décor change lorsque la restriction ne vise plus les autres, mais les Européens eux-mêmes.

Face à ces mesures, le vocabulaire de Kaja Kallas se transforme radicalement. Ce qui relevait hier du « *privilège* » devient aujourd'hui « *inacceptable* ». La restriction de circulation n'est plus un instrument politique légitime, mais une atteinte directe à la souveraineté européenne.

Dès lors, un même acte — la restriction de la mobilité — change de statut selon l'identité de ceux qu'il affecte : légitime lorsqu'il vise les autres, intolérable dès qu'il concerne les Européens. La cohérence invoquée n'est ni juridique ni éthique, elle repose exclusivement sur l'appartenance géopolitique.

Lorsque les principes sont appliqués de manière sélective, le langage des valeurs se réduit progressivement à une rhétorique d'opportunité politique. Et lorsque le privilège change de camp, la morale, elle aussi, semble soudain demander un visa.

Régulation du numérique : Thierry Breton et des responsables européens interdits de séjour aux Etats-Unis – 20minutes.fr 24 décembre 2025

Mes Etats-Unis ont durci mardi leur confrontation avec l'Union européenne sur la régulation des plateformes numériques en annonçant des sanctions contre cinq personnalités européennes engagées dans la lutte contre la désinformation et la haine en ligne. Ces mesures, qui se traduisent par une interdiction de séjour sur le sol américain, sont justifiées par Washington au nom de la défense de la liberté d'expression.

Les noms des personnes sanctionnées ont été révélés ultérieurement par la sous-secrétaire d'Etat à la diplomatie publique, Sarah Rogers. Parmi elles figure Thierry Breton, ancien commissaire européen au Marché intérieur de 2019 à 2024 et figure centrale de la directive sur les services numériques. Les quatre autres sont des responsables d'ONG actives au Royaume-Uni et en Allemagne, engagées contre la désinformation et les discours de haine en ligne.

L'Union européenne dispose d'un arsenal juridique sans équivalent, imposant aux plateformes des obligations de modération et de transparence que Washington assimile à des restrictions de la liberté d'expression.

Les tensions se sont accentuées ces derniers mois, notamment après l'amende de 140 millions de dollars infligée début décembre par l'UE au réseau social X. Marco Rubio avait alors dénoncé une « *attaque contre toutes les plateformes technologiques américaines et le peuple américain par des gouvernements étrangers* ». La nouvelle Stratégie de sécurité nationale américaine critique également l'Europe, évoquant un recul de la liberté politique et de l'expression sur le continent.

La France a vivement réagi à l'annonce des sanctions. « *Les peuples de l'Europe sont libres et souverains et ne sauraient se faire imposer par d'autres les règles s'appliquant à leur espace numérique* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot sur X, condamnant fermement une décision perçue comme une remise en cause directe de la souveraineté européenne en matière numérique.

Les États-Unis interdisent 5 responsables politiques européens d'entrée dans le pays - observateur-continental.fr 24 déc. 2025

«*Les États-Unis interdisent l'accès aux États-Unis à cinq Européens accusés d'avoir fait pression sur des entreprises technologiques pour qu'elles censurent les points de vue américains*», annonce l'AP.

«*Les cinq Européens cités par Sarah Rogers, la sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique, sont : Imran Ahmed, directeur général du Centre de lutte contre la haine numérique ; Josephine Ballon, et Anna-Lena von Hodenberg, dirigeantes de HateAid, une organisation allemande ; Clare Melford, qui dirige le Global Disinformation Index ; et l'ancien commissaire européen Thierry Breton, chargé des affaires numériques*», informe l'agence de presse anglophone.

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé les sanctions américaines contre les Européens. «*La France dénonce les décisions de restriction de visa prises par les États-Unis à l'encontre de Thierry Breton et de quatre autres personnalités européennes. Ces mesures relèvent de l'intimidation et de la coercition à l'encontre de la souveraineté numérique européenne. La réglementation numérique de l'Union européenne a été adoptée à l'issue d'un processus démocratique et souverain par le Parlement européen et le Conseil. Elle s'applique en Europe pour garantir une concurrence loyale entre les plateformes, sans viser aucun pays tiers, et pour faire respecter en ligne les règles qui s'imposent déjà hors ligne. Les règles qui s'appliquent à l'espace numérique de l'Union européenne n'ont pas vocation à être déterminées hors d'Europe. Avec la Commission européenne et nos partenaires européens, nous continuerons à défendre notre souveraineté numérique et notre autonomie réglementaire*», a publié sur X le président français Emmanuel Macron.

«*Dans sa déclaration, Rubio a affirmé qu'ils avaient mené des campagnes de censure de gouvernements étrangers contre des Américains et des entreprises américaines, ce qui, selon lui, avait engendré des conséquences potentiellement graves en matière de politique étrangère pour les États-Unis*», conclut l'AP.

«*L'UE avertit qu'elle pourrait prendre des mesures après l'interdiction d'entrée aux États-Unis de cinq Européens accusés de censure*», annonce Sky News.

France.

Éric Coquerel (LFI) à Lecornu: Tenez bon mon bon maître "*le temps de trouver un nouveau budget*" !

Échec du vote du budget 2026 : la loi spéciale *«peut tenir quelques mois»*, estime Coquerel – RT 26 déc. 2025

« *Un budget, on en a un. Contrairement à ce qui est dit, la loi spéciale est un budget* », a insisté ce 26 décembre le député LFI et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Éric Coquerel, invité de France inter.

J-C – eurêka: « *on en a un* »

RT - « *Le gouvernement en rajoute, comme l'année dernière, pour faire peur aux gens et pour mettre la pression sur le Parlement pour qu'il aboutisse au plus vite sur un budget, même si c'est un mauvais budget* », a poursuivi cet élu de Seine-Saint-Denis, appelant à ce que « *les gens n'aient pas trop peur* ». « *L'opposition a le droit de dire : "Non, on ne souhaite pas un mauvais budget pour ce pays"* », a encore estimé Éric Coquerel.

J-C – Des fois qu'on en douterait, on aurait raison d'en douter salopard ! Braves gens n'ayez pas « peur », tout va bien la stabilité des institutions de la Ve République est assurée, LFI y veille !

RT - Des déclarations qui surviennent trois jours après l'adoption à l'unanimité, par le Parlement, du projet de loi spéciale déposé par le gouvernement après l'échec de la commission mixte paritaire à s'entendre le 19 décembre sur le projet de budget 2026.

« *Pour l'heure, c'est un budget qui est temporaire, il n'y a pas de souci* », a martelé Éric Coquerel à l'égard de cette mesure qui « *théoriquement permet de dupliquer le budget de l'an dernier* ». Un texte qui, selon lui, « *peut tenir quelques mois, le temps de trouver un nouveau budget* ».

J-C – Ils se partagent les rôles, LFI a pris la place occupée précédemment par le PS au côté du gouvernement et Macron. Lecornu est dans la merde, LFI prend le relais le temps que Lecornu et le PS s'entendent pour faire passer un budget de guerre contre les travailleurs.

RT - « *Prendre le temps de bâtir un bon budget dans une démocratie comme la France n'est pas une faiblesse* », a défendu le Premier ministre français Sébastien Lecornu lors d'une allocution le 23 décembre au soir.

Des militaires français repérés au Donbass pour des entraînements au drone, selon Paris Match 24 déc. 2025

Ils ne portent pas l'uniforme français, mais ils sont bien là. À l'abri des regards, dans les zones boisées du Donbass, des militaires venus de France reçoivent une formation accélérée au pilotage de drones. Ce sont les révélations publiées le 24 décembre par *Paris Match*, qui cite un opérateur ukrainien nommé Maxim : « *Les services français viennent ici se former.* »

Les vols d'essai ont lieu au nord de Kramatorsk, dans un secteur actif du front. Là, dissimulés dans la végétation, sont testés des drones avancés, dont le modèle « *Gara-Esse* », jamais présenté aux médias. Sa fiche technique est tenue secrète. Il est utilisé par le régiment ukrainien Rarog, une unité peu exposée, fortement appuyée par des moyens techniques occidentaux.

Ce qui est certain : l'Ukraine ne mène pas ces opérations seule. Maxim, 23 ans, explique avoir été formé en 2023 en France, au sein d'un régiment parachutiste. Désormais, selon ses propres mots, ce sont les Français qui viennent apprendre sur le terrain. Une inversion des rôles qui illustre l'enchevêtrement croissant entre forces locales et personnel occidental.

Terrain d'essai technologique pour l'OTAN

À quoi ressemble le conflit vu d'un drone ? À un jeu vidéo. Écrans multiples, capteurs météo, commandes numériques. Paris Match décrit un théâtre d'opérations où tout se fait à distance, comme dans une salle de simulation.

Mais derrière ce décor technologique, la situation est bien moins brillante : le Donbass sert aujourd'hui de terrain d'essai pour les systèmes militaires occidentaux. Les drones, les antennes, les consoles : tout est fourni ou calibré selon les normes de l'OTAN. La présence de militaires français sur place en est une illustration concrète. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui forment, ce sont les instructeurs étrangers qui appliquent leurs méthodes, observent les résultats, et repartent avec des données. L'armée ukrainienne, elle, se contente d'exécuter.

Paris nie, Moscou désigne

Officiellement, la France n'envoie personne. Emmanuel Macron l'a déclaré en 2024 : « *Aucune troupe française ne sera déployée tant que les combats sont en cours.* » Le ministère des Affaires étrangères évoque des rumeurs sans fondement. Pourtant, quelques mois plus tôt, Alexandre Syrsky, commandant en chef des forces armées ukrainiennes, annonçait un accord pour accueillir des instructeurs français.

Ce double discours n'échappe pas à Moscou. Pour la Russie, la présence de militaires étrangers au Donbass confirme une fois de plus l'implication directe de l'OTAN dans le conflit. Ces personnels ne sont pas des observateurs : ils participent aux opérations, forment, testent, guident. Et à ce titre, ils sont considérés comme des cibles légitimes.

Les révélations de Paris Match, confirment ce que Moscou dénonce depuis longtemps : une guerre indirecte, menée par l'Occident, avec des soldats sans uniforme et des armes sans signature.

Quand ils font passer les Français pour des fachos et des dégénérés, ce n'est pas par hasard, ils expriment un vœu à haute voix.

Dans les 50 personnalités préférées des Français, il n'y a que deux politiques (et elles sont du même parti) - Le HuffPost 26 décembre 2025

Seulement deux noms du paysage politique intègrent le baromètre Ifop pour LCI-TF1 des 50 personnalités de l'année publié ce vendredi 26 décembre, Jordan Bardella, président du Rassemblement national, occupe la 12e position de ce classement, quand Marine Le Pen, trois fois

candidate à l'Élysée, est classée 23e. En 2024, les deux têtes du RN étaient déjà les seules à figurer dans ce baromètre.

Cette étude confirme la perception favorable dont bénéficie le président du RN, donné systématiquement en tête des sondages sur la présidentielle 2027, bien que ces chiffres soient à analyser prudemment à 18 mois du scrutin. Ce bon classement est d'autant plus notable que le parti n'a enregistré aucune victoire majeure au cours de l'année écoulée, bien au contraire.

Malgré ces nombreux revers, les deux cadres du parti réussissent donc à intégrer le classement des personnalités préférées des Français. Ils y côtoient Jean-Jacques Goldman, toujours numéro 1, Florent Pagny et Francis Cabrel dans le top 3. Parmi les autres figures du paysage culturel, sportif et audiovisuel, le judoka multimédaillé Teddy Riner (11), Léon Marchand (14), Faustine Bollaert (36), Kylian Mbappé (38), Fabrice Luchini (47) ou encore Hugo Décrypte, classé à la 49e position mais personnalité préférée des 15-24 ans selon TF1, devant Aya Nakamura et Pierre Niney. Le HuffPost 26 décembre 2025

Bonne nouvelle, si c'était pour voir des films aussi débiles que Avatar 3, Zootopie 2 et Lilo & Stitch !

J-C - Je vis en Inde et je ne suis pas allé au cinéma depuis... je ne sais plus 40 ans, et je n'ai pas de télé ; Depuis ma scolarité je n'ai mis qu'une seule fois les pieds dans une salle de théâtre pour un Shakespeare, ma fréquentation des médecins et hôpitaux pratiquement ; Et depuis près de 15 ans je ne vais plus non plus au resto, je bouffe mieux et moins cher chez moi, je n'en vois pas l'intérêt, on cuisine tous les deux ; Les vacances non plus d'ailleurs, voyager est devenu trop désagréable ou contraignant, et j'ai horreur du tourisme, je n'ai pas de bagnole non plus, inutile...

Bordel, quel soulagement, qu'est-ce qu'on se sent léger, pour ainsi dire libéré ou presque !

France : recul des entrées en salle de cinéma de 14 % en 2025 - RT 26 déc. 2025

2025 aura marqué une chute significative de la fréquentation cinématographique, une année morose pour l'industrie, avec un recul de 14 % par rapport à l'année précédente, malgré des films phares comme Avatar 3, Zootopie 2 et Lilo & Stitch.

Les experts pointent du doigt le manque de productions captivantes et l'évolution des habitudes du public dans un contexte de crise du cinéma français. Alors que les six premiers mois de l'année étaient déjà inquiétants, 2025 s'achève sur un bilan alarmant pour le cinéma français, avec une fréquentation estimée entre 155 et 158 millions d'entrées, soit une baisse de 14 % comparée aux 182 millions de 2024. Éric Marti, directeur de Comscore Movies France, déclare : « *On ne peut pas être satisfait, 2025 n'a pas été une bonne année.* »

J-C – Tout comme les médias, le cinéma est subventionné par l'Etat et des banquiers essentiellement, ils ont pris la place des mécènes d'autrefois, certainement pas pour diffuser une propagande ou des idées qui seraient défavorables à leurs intérêts...

La France, un pays en décomposition entré en putréfaction.

J-C - On vit dans une société où la population vit de plus en plus mal, souffre d'injustice sociale, d'anxiété chronique, de schizophrénie. Voilà le sort qu'ils ont réservé à la jeunesse désœuvrée, sans avenir, horrible !

Le protoxyde d'azote, nouveau problème de santé publique en France - RT 26 déc. 2025

En 2025, la consommation détournée du «gaz hilarant» s'est amplifiée chez les jeunes, causant des accidents graves et des hospitalisations. Facilement accessible en ligne ou en magasin, ce produit a muté de cartouches à tanks géants, entraînant des risques neurologiques majeurs et des réponses des autorités avec des interdictions locales.

Face à ce fléau, les autorités réagissent. Plusieurs départements — dont la Gironde, les Pyrénées-Atlantiques, les Bouches-du-Rhône, la Savoie, l'Ardèche, la Haute-Loire et le Rhône, où de nombreux cas ont été répertoriés — ont pris des arrêtés interdisant la détention et la consommation récréative pour six mois. La préfète du Rhône, Fabienne Buccio, a signé le 19 décembre un texte prohibant l'usage détourné sur les espaces publics.

J-C – A une autre époque des gosses sniffait de l'éther, cela faisait de gros dégâts, puis ils se sont rabattus sur le cannabis, euphorisant lui aussi mais sans danger pour la santé, à condition de ne pas en abuser évidemment, l'usage de toutes les autres drogues (de synthèse) est absolument à bannir.

Algérie.

L'Algérie adopte une loi criminalisant la colonisation française – RT 24 déc. 2025

Le Parlement algérien a franchi une étape hautement symbolique en adoptant, ce 24 décembre, une loi consacrée à la mémoire coloniale et à ses conséquences. Le texte, voté à l'unanimité, s'inscrit dans une volonté affirmée de reconnaissance officielle des violences et des responsabilités liées à la période de domination française en Algérie, de 1830 à 1962. Dans un contexte diplomatique déjà tendu, cette décision institutionnelle vient rappeler combien le passé colonial demeure un sujet brûlant et structurant dans les relations entre Alger et Paris.

Au cœur de cette initiative législative se trouve la volonté de qualifier juridiquement la colonisation française et d'en faire un objet de responsabilité étatique. En adoptant cette loi, les députés algériens entendent inscrire dans le droit national une lecture claire et assumée de l'histoire, fondée sur la reconnaissance des souffrances subies par la population algérienne durant plus d'un siècle. Le texte ne se limite pas à une dénonciation symbolique : il réclame explicitement à la France « *des excuses officielles* », posant ainsi la question de la reconnaissance politique et morale à l'échelle internationale.

La loi adoptée attribue à l'État français « *la responsabilité juridique de son passé colonial en Algérie et des tragédies qu'il a engendrées* ».

Dans cette logique, le texte dresse une liste précise des « *crimes de la colonisation française* », considérés comme imprescriptibles. Elle mentionne notamment les essais nucléaires, les exécutions

extrajudiciaires, la pratique de la torture physique et psychologique à grande échelle, ainsi que le pillage systématique des richesses.

J-C – Là où on les attend au tournant, c'est sachant que la SFIO (PS) et le PCF ont largement collaboré à la colonisation française, au même moment, de soi-disant trotskystes adoptaient la stratégie du front unique de ces partis, avec ces partis... Sans rire, il y a toujours des militants pour le justifier, là je m'incline, on n'a rien affaire ensemble effectivement.

Palestine occupée.

La Belgique rejoint la procédure sud-africaine qui accuse Israël de génocide à Gaza devant la CIJ - RFI 24 décembre 2025

Après l'Espagne et l'Irlande, la Belgique est donc le troisième pays européen à se joindre à la procédure intentée par l'Afrique du Sud contre Israël auprès de la Cour internationale de justice (CIJ). Un dossier à l'initiative de Pretoria, qui accuse Israël de commettre un « *génocide* » dans la bande de Gaza. D'autres pays comme le Brésil, la Bolivie, la Colombie, la Libye ou encore le Mexique se sont joints à la procédure.

La Belgique fait partie des pays, comme la France, qui avaient annoncé, au mois de septembre, la reconnaissance de l'État de Palestine. La reconnaissance juridique du territoire par la Belgique n'a cependant pas été formalisée, Bruxelles exigeant notamment que le Hamas soit écarté de la gouvernance palestinienne pour faire passer un arrêté royal. RFI 24 décembre 2025

Israël prolonge jusqu'en 2027 l'interdiction de médias étrangers jugés «dangereux» - RT 24 déc. 2025

Le Parlement israélien a adopté un amendement prolongeant jusqu'au 31 décembre 2027 une loi permettant aux autorités de restreindre ou d'interdire la diffusion de médias étrangers considérés comme portant atteinte à la « *sécurité de l'État* », une mesure qui dépasse désormais le simple cadre de l'état d'urgence et s'applique même en période « *normale* ».

Selon le texte, le ministre des Communications, avec l'accord du Premier ministre et du cabinet de sécurité, peut ordonner la suspension de diffusions, la fermeture de bureaux, la saisie d'équipements et le blocage de sites internet de médias dont les contenus sont jugés « *dangereux* ».

En restreignant ainsi l'activité des médias étrangers, Israël brandit l'argument sécuritaire, mais ces mesures sont perçues comme un moyen de contrôler, censurer et limiter les critiques ou enquêtes journalistiques susceptibles de mettre en cause son narratif officiel, notamment sur les opérations militaires et leurs conséquences.

Complément, le massacre continue aussi au Liban.

Israël dit avoir tué un combattant de la force iranienne Al-Qods dans une frappe au Liban - France 24 25 décembre 2025

Malgré un fragile cessez-le-feu observé depuis novembre 2024 entre les deux belligérants, l'armée israélienne continue de mener régulièrement des frappes sur le territoire libanais, disant viser le Hezbollah.

Plus tôt jeudi, les autorités libanaises avaient rapporté la mort de deux personnes qui n'étaient pas identifiées dans une frappe israélienne sur le nord-est du pays, près de la frontière syrienne. France 24 25 décembre 2025

Complément. La colonie anglo-saxonne sioniste s'étend dans la Corne de l'Afrique.

J-C – Le Somaliland est un Etat fantoche créé et parrainé par Israël et l'Arabie saoudite avant de passer le relai aux Émirats Arabes Unis en 2016 pour le compte des Etats-Unis. Les références à la suite de cet article.

Israël reconnaît le Somaliland comme un "*Etat souverain*" et indigne Mogadiscio - AFP

Israël a annoncé vendredi la reconnaissance officielle du Somaliland, une première pour cette république autoproclamée qui a fait sécession de la Somalie, suscitant l'indignation de Mogadiscio qui a dénoncé une "*attaque délibérée*" sur sa souveraineté.

Des analystes régionaux ont estimé qu'un rapprochement avec le Somaliland, qui a déclaré unilatéralement son indépendance en 1991, pourrait permettre à Israël de sécuriser son accès à la mer Rouge. Avec les retombées géopolitiques qu'un tel rapprochement peut entraîner, l'annonce israélienne a provoqué un concert de condamnations dans la région et jusqu'à un désaccord de Donald Trump.

Le président du Somaliland Abdirahman Mohamed Abdullahi, surnommé "*Irro*", a salué "un grand jour pour le peuple et la République du Somaliland, une page d'or (...) dans l'Histoire de notre nation" après 34 ans de "*lutte*".

Le territoire du Somaliland (175.000 km2 soit près du tiers de la France), qui correspond peu ou prou à l'ancienne Somalie britannique, est situé à la pointe nord-ouest de la Somalie.

Il a déclaré unilatéralement son indépendance en 1991, alors que la République de Somalie sombraient dans le chaos après la chute du régime militaire de l'autocrate Siad Barre.

La république autoproclamée fonctionne depuis en autonomie, avec ses propres monnaie, armée et police, et se distingue par sa relative stabilité comparée à la Somalie, minée par l'insurrection islamiste des shebab et les conflits politiques chroniques.

Mais elle n'était jusqu'alors reconnue publiquement par aucun pays, ce qui la maintient dans un certain isolement politique et économique malgré sa situation à l'entrée du détroit de Bab-el-

Mandeb, sur l'une des routes commerciales les plus fréquentées au monde reliant l'océan Indien au canal de Suez.

Le ministre des Affaires étrangères israélien Gideon Saar a indiqué vendredi que les deux pays allaient établir *"des relations diplomatiques complètes, avec la nomination d'ambassadeurs et l'ouverture d'ambassades"*.

Et le président du Somaliland a été invité en Israël.

Mogadiscio a dans la soirée condamné une *"attaque délibérée contre sa souveraineté"* et averti que l'annonce d'Israël exacerbe *"les tensions politiques et sécuritaires dans la Corne de l'Afrique, la mer Rouge et le golfe d'Aden, le Moyen-Orient et la région au sens large."*

La Somalie a par ailleurs réaffirmé son soutien *"indéfectible"* aux droits légitimes du peuple palestinien qu'elle *"n'acceptera jamais de rendre le peuple palestinien apatride"*.

Le ministère des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne s'est inquiété de cette annonce, affirmant qu'Israël *"a déjà évoqué le Somaliland comme destination pour l'expulsion de représentants du peuple palestinien, en particulier depuis la bande de Gaza"*.

L'Egypte, la Turquie, Djibouti, ainsi que plusieurs organisations multilatérales, dont le Conseil de coopération du Golfe (CCG), et la Ligue arabe, et l'Union africaine (UA) ont également rejeté l'annonce israélienne.

Interrogé par le *New York Post* sur une éventuelle reconnaissance par Washington, le président américain a lui répondu "non," refusant là de suivre son allié israélien. Il a ajouté: *"nous allons étudier ça"*, avant de se demander: *"Est-ce qu'il y a vraiment des gens qui savent ce qu'est le Somaliland?"*.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui doit rencontrer le milliardaire républicain dans les prochains jours en Floride, a en revanche évoqué une *"belle opportunité pour élargir"* un partenariat entre les deux pays, notamment dans les domaines économique et agricole.

Une déclaration *"conjointe et mutuelle"* a été signée par les deux parties, et le Somaliland a exprimé son intention de rejoindre les accords d'Abraham, un processus qui en 2020 avait vu plusieurs pays arabes normaliser leurs relations avec Israël et une priorité diplomatique de Donald Trump.

Pour Israël, l'intérêt d'un tel rapprochement est aussi géostratégique, estime dans un récent rapport l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) basé à Tel Aviv.

En complément.

afriquexxi.info - Depuis l'annonce, le 4 février 2025, par Trump d'un plan aux contours flous qui vise à épurer Gaza de ses habitants, le Somaliland est régulièrement cité comme territoire d'accueil potentiel.

Le sujet a de nouveau été alimenté par de récentes révélations du Financial Times sur un plan de *« relocalisation temporaire »* d'une partie de la population gazaouie – vers le Somaliland et d'autres

territoires – présenté à des responsables états-unien par des hommes d'affaires israéliens, épaulés de collaborateurs du Boston Consulting Group (BCG), un cabinet de conseil déjà impliqué dans le déploiement de la très meurtrière Gaza Humanitarian Foundation.

La prudence et le silence de Hargeisa sur ce sujet ont nourri l'hypothèse d'un rapprochement prochain avec Washington et Tel-Aviv.

La proximité du Somaliland avec les EAU et la signature des accords d'Abraham, en 2020, ont ravivé les rumeurs d'un rapprochement entre Hargeisa et Tel-Aviv. Tandis que le *Jerusalem Post* a appelé Israël à s'intéresser au Somaliland, plusieurs parlementaires somalilandais se sont prononcés en faveur d'une telle relation. En 2022, Edna Adan Ismail, ancienne ministre des Affaires étrangères et envoyée spéciale pour les pourparlers Somaliland-Somalie sous Bihi, a plaidé pour une reconnaissance mutuelle sur les chaînes israéliennes i24 News English et i24 News Français. afriquexxi.info 24 septembre 2025

A lire aussi.

Somaliland. Une reconnaissance états-unienne au mépris du génocide à Gaza ? - afriquexxi.info 24 septembre 2025

<https://afriquexxi.info/Somaliland-Une-reconnaissance-etats-unienne-au-mepri-du-genocide-a-Gaza>

L'AfriCom au Somaliland - voltairenet.org 13 mai 2022

<https://www.voltairenet.org/article216842.html>

Les Émirats formeront la police et l'armée du Somaliland - voltairenet.org 16 mars 2018

<https://www.voltairenet.org/article200161.html>

Les projets de réorganisation du « Moyen-Orient élargi » - voltairenet.org 2 juillet 2015

<https://www.voltairenet.org/article188031.html>

Russie.

Le rouble s'impose comme la devise numéro un en 2025 - RT 25 déc. 2025

Depuis le début de l'année, le rouble russe a connu une trajectoire exceptionnelle. Face au dollar, il s'est apprécié de 45 %, une performance qui le place en tête des grandes monnaies mondiales et qui a pris de court de nombreux observateurs, rapporte Bloomberg.

En l'espace de quelques mois, la devise russe est revenue autour de 78 roubles pour un dollar, se rapprochant ainsi des niveaux observés avant le lancement de l'opération militaire spéciale en

Ukraine il y a près de quatre ans. Sur une période de douze mois, cette progression constitue la plus forte appréciation annuelle du rouble depuis au moins 1994, toujours selon Bloomberg.

Pour la Banque centrale de Russie, cette appréciation constitue un levier important dans la lutte contre l'inflation. Un rouble plus fort contribuerait à limiter la hausse des prix des importations et à stabiliser les anticipations inflationnistes. Sa présidente, Elvira Nabioullina, a d'ailleurs indiqué que l'effet désinflationniste de cette dynamique n'était pas encore épuisé, laissant entendre que le renforcement de la monnaie pourrait continuer à soutenir l'équilibre macroéconomique du pays.

Lu.

Au cours de sa séance annuelle de questions-réponses avec son peuple, le président Vladimir Poutine a souligné la nécessité pour la Russie de relancer sa démographie. Comme il l'a souligné, ce problème ne touche pas uniquement la Russie, mais aussi tous les autres États post-industriels. Il n'en reste pas moins que la guerre d'Ukraine comporte une forte composante démographique.

Selon Intellinews : « *Les données du Service fédéral des statistiques (Rosstat) montrent que le pays a enregistré 1,22 million de naissances en 2024, le chiffre le plus bas depuis 1999. Ce chiffre représente une baisse d'un tiers par rapport à 2014 et reflète une tendance mondiale, dans les pays développés comme dans les pays en développement, à des taux de fécondité inférieurs au seuil de remplacement.* »

Intellinews ajoute que, pour contrer ce déclin, la Russie a mis en place une série de mesures incitatives, notamment une prime de naissance unique, des prestations de maternité élargies et une aide financière régulière pour les familles avec enfants. Le gouvernement a également rétabli le titre de « *Mère héroïque* », hérité de l'époque soviétique, assorti d'une prime pour les femmes ayant plus de dix enfants.

Poutine a déclaré que le taux de natalité actuel, de 1,4 enfant par femme, est alarmant, et a insisté sur la nécessité de prendre des mesures pour le porter à au moins deux enfants par femme.

Il a ensuite fait remarquer que la question démographique est une préoccupation pour tous les pays post-industriels et qu'elle a atteint des niveaux « *dramatiques* », comme le taux de fécondité total du Japon, qui s'élève à 0,8, tandis que celui de la Corée du Sud a diminué à 0,7 : « *Nous constatons également une légère baisse, d'environ 1,4 %. Nous devons atteindre au moins 2 %. Il faut que cela devienne une priorité, afin que les gens comprennent ce que signifie le bonheur d'être mère ou père.* »

Le président russe a identifié des mesures visant à soutenir le désir des jeunes de fonder une famille, notamment des aides à l'accès au crédit immobilier pour les familles.

Ukraine.

Prêt à l'Ukraine financé par l'UE, et non par les avoirs russes gelés : une douche froide pour Merz - RT 25 déc. 2025

La décision prise lors du sommet de l'Union européenne d'accorder à l'Ukraine un prêt sans recourir aux avoirs russes gelés a été vécue comme une véritable douche froide pour le chancelier allemand Friedrich Merz à Berlin, rapporte Euronews.

Le chef du gouvernement allemand plaidait activement pour que ce soutien financier repose sur les fonds russes immobilisés et avait averti que le rejet de cette option porterait atteinte à la crédibilité de l'Union européenne sur le long terme. Pourtant, lors du sommet, le chancelier n'a pas su anticiper l'orientation majoritaire des chefs d'État et de gouvernement, malgré son « lobbying intensif », toujours selon Euronews.

À l'issue des discussions, les dirigeants européens ont validé une option que l'Allemagne contestait depuis des mois : l'octroi à l'Ukraine d'un prêt sans intérêts de 90 milliards d'euros pour la période 2026-2027, financé directement par le budget de l'Union. Cette issue a également suscité la déception de la Première ministre danoise Mette Frederiksen, elle aussi favorable à une mobilisation des avoirs russes gelés.

L'opposition à la confiscation de ces actifs s'est révélée déterminante. La Belgique, où est conservée l'essentiel des fonds gelés, environ 260 milliards d'euros au sein du dépositaire Euroclear, a exprimé ses craintes de représailles russes. Plusieurs autres États membres, dont la Hongrie, la Slovaquie, l'Italie, la Bulgarie, Malte et la Tchéquie, ont également rejeté l'idée d'un « prêt de réparation » fondé sur ces ressources.

Le 19 décembre, l'UE a décidé d'accorder à l'Ukraine un crédit de 90 milliards d'euros, financé par le budget de l'Union européenne et non par les avoirs russes gelés. Ces fonds devraient couvrir les besoins financiers de Kiev en 2026 et 2027. Toutefois, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ont refusé de participer au financement de l'Ukraine.

République tchèque.

Changement de cap en Tchéquie : Prague stoppe son programme d'achat de munitions pour Kiev - RT 23 déc. 2025

Le ministre tchèque de la Défense, Jaromir Zuna, représentant le parti de droite SPD, a annoncé la fin effective de la participation de son pays au programme d'achat de munitions destiné à l'armée ukrainienne, a indiqué le président du Parlement tchèque, Tomio Okamura, cité par CNN.

Il a souligné que tout soutien à l'Ukraine devait conduire à la paix et que, dans le contexte actuel, la voie pour y parvenir passait par le succès de négociations avec la Russie, sur la base de l'initiative du président américain Donald Trump. Dans le même ordre d'idées, le ministre tchèque a également annulé sa visite en Ukraine.

Cette décision marque un tournant radical dans la politique de Prague. La République tchèque, auparavant l'un des principaux initiateurs et coordinateurs des livraisons d'obus d'artillerie à destination de l'Ukraine, met désormais officiellement fin à cette activité au niveau national.

Selon Tomio Okamura, le ministère de la Défense doit prochainement présenter un document officialisant la fin du soutien financier tchèque, dont l'avenir sera examiné par le gouvernement le 7 janvier 2026. RT 23 déc. 2025

Venezuela.

À l'ONU, la Russie met en cause la légalité des actions américaines contre le Venezuela – RT 24 déc. 2025

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies consacrée à la situation autour du Venezuela, Vassili Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'ONU, a dénoncé l'escalade délibérée des tensions provoquée par les États-Unis. D'après lui, sous couvert de lutte contre le narcotrafic et la menace terroriste, Washington mènerait des actions unilatérales, allant jusqu'à la destruction illégale de navires civils dans la mer des Caraïbes.

« On essaie de nous imposer une logique défailante disant qu'une seule décision des autorités américaines suffit pour transformer un État souverain en entreprise criminelle, et que toute action de force à son encontre peut désormais être qualifiée d'“opération de maintien de l'ordre” ou de “défense des intérêts nationaux”. Nous ne voyons aucun sens à nous intéresser à l'absurdité des tactiques pseudo-juridiques américaines, car elles sont trop inconsistantes et éloignées du droit international », a-t-il déclaré.

Le diplomate a fermement condamné la saisie de pétroliers vénézuéliens par les forces armées américaines ainsi que l'instauration de facto d'un blocus maritime. De telles mesures constitueraient une violation flagrante des normes fondamentales du droit international, y compris la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, les résolutions du Conseil de sécurité et la Charte de l'ONU.

Cette pression exercée sur les côtes vénézuéliennes est qualifiée d'acte d'agression à part entière, dont Washington porterait l'entière responsabilité, notamment en raison de ses conséquences humanitaires et économiques pour la population du pays visé. Il a été également souligné que ces actions ne sauraient être considérées comme isolées, mais pourraient s'inscrire dans une logique plus large d'interventionnisme.

Selon Nebenzia, ce précédent risquerait de devenir un modèle pour de futures opérations coercitives à l'encontre d'autres États d'Amérique latine, en s'appuyant sur une interprétation renouvelée de la doctrine Monroe.

ONU : Russie et Chine furieuses du « comportement de cow-boy » de Trump contre le Venezuela - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2025

La Russie et la Chine ont fustigé la pression militaire et économique exercée par les Etats-Unis sur le pays dirigé par Nicolás Maduro, la qualifiant respectivement de « *comportement de cow-boy* » et d'« *intimidation* ».

Caracas dément toute implication dans le trafic de stupéfiants et assure que Washington cherche à renverser Nicolás Maduro pour s'emparer des réserves pétrolières vénézuéliennes, les plus grandes de la planète.

« *La Chine s'oppose à tous les actes d'unilatéralisme et d'intimidation et soutient tous les pays dans la défense de leur souveraineté et de leur dignité nationale* », a déclaré le représentant chinois, Sun Lei.

Honduras.

J-C – L'original reprend la place de la copie... Qu'y avait-il à attendre de la gauche opportuniste, rien d'autre, hélas !

Au Honduras, le candidat soutenu par Trump l'emporte après une élection explosive - huffingtonpost.fr/AFP 25 décembre 2025

Le conservateur Nasry Asfura, soutenu par Donald Trump, a été déclaré vainqueur de la présidentielle au Honduras, trois semaines après le scrutin.

Le retour de la droite au pouvoir. L'homme d'affaires conservateur Nasry Asfura, soutenu par Donald Trump, a été déclaré vainqueur ce mercredi 24 décembre de la présidentielle au Honduras, trois semaines après un scrutin marqué par un écart très faible et des accusations de fraude.

Après quatre années de mandat de la présidente de gauche Xiomara Castro, cette victoire accentue l'avancée des gouvernements de droite en Amérique latine après les basculements du Chili, de la Bolivie, du Pérou et de l'Argentine. Les deux premières économies de la région, le Brésil et le Mexique, sont toutefois gouvernées par la gauche.

Nasry Asfura a finalement obtenu 40,1 % des voix, contre 39,53 % pour Salvadore Nasralla et 19,19 % pour Rixi Moncada, candidate de la présidente de gauche sortante Xiomara Castro, selon les résultats officiels. « *Honduras, (...) je ne vais pas te décevoir* », a réagi le vainqueur sur X.

À peine Nasry Asfura déclaré président élu, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, a salué dans un communiqué une victoire « *claire* » et « *incontestable* », appelant toutes les parties « *à respecter les résultats* ». « *Nous sommes impatients de travailler avec son administration pour faire progresser notre coopération bilatérale et régionale en matière de sécurité, mettre fin à l'immigration illégale vers les États-Unis et renforcer les liens économiques entre nos deux pays* », a-t-il ajouté.

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial du pays et que 2 millions de Honduriens y vivent. Leurs envois de fonds représentent un tiers du PIB national. À la veille du scrutin à un tour du 30 novembre, Donald Trump avait menacé de réduire l'aide à l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine si Nasry Asfura n'était pas élu.

Le locataire de la Maison blanche a parallèlement gracié le mentor du candidat conservateur, l'ex-président Juan Orlando Hernandez, qui purgeait une peine de 45 ans de réclusion aux États-Unis pour trafic de drogue. Sur ses réseaux sociaux, l'ancien dirigeant a estimé que le Honduras fermait un « *cycle et ouvrait une nouvelle étape* » pour « *redresser la barre* ». Le président argentin, Javier Milei, a lui évoqué une « *défaite catégorique pour le narcosocialisme* ».

Les multiples suspensions du dépouillement initial, en raison, selon le Conseil national électoral, de problèmes techniques imputés à l'entreprise privée chargée de la transmission et de la diffusion des résultats, ont alimenté les soupçons de fraude électorale. Nasry Nasralla a dénoncé un « *vol* » de l'élection et Rixi Moncada, reléguée à la troisième place, une « *falsification* » du résultat et l'« *ingérence* » du président américain dans le scrutin.

Un ultime recomptage des très nombreux procès-verbaux des bureaux de vote accusés de présenter des incohérences a ensuite eu lieu. Les missions d'observation électorale de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Union européenne (UE) au Honduras ont toutefois indiqué n'avoir constaté aucune irrégularité grave.

Chine.

La Chine impose des sanctions à 20 entreprises américaines de la défense - The Associated Press 26 décembre 2025

Pékin a imposé vendredi des sanctions à 20 entreprises américaines du secteur de la défense et à 10 de leurs dirigeants, une semaine après l'annonce par Washington d'une importante vente d'armes à Taïwan.

Ces sanctions impliquent le gel des avoirs de ces entreprises en Chine et l'interdiction pour les personnes et organisations de faire affaire avec elles, selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

Parmi les entreprises visées figurent Northrop Grumman Systems Corporation, L3Harris Maritime Services et Boeing à Saint-Louis. Palmer Luckey, fondateur de la société de défense Anduril Industries, fait partie des dirigeants sanctionnés, qui ne peuvent plus faire d'affaires en Chine et se voient interdire l'entrée dans le pays. Ses avoirs dans ce pays d'Asie de l'Est ont également été gelés.

L'annonce de ce programme de vente d'armes américain, d'une valeur de plus de 10 milliards \$ US, a suscité une vive réaction de la Chine, qui revendique Taïwan comme faisant partie intégrante de son territoire et qui exige son autorité.

Si le Congrès américain l'approuve, il s'agira de la plus importante vente d'armes jamais conclue par les États-Unis avec ce territoire autonome.

«*Nous insistons une fois de plus sur le fait que la question taïwanaise est au cœur même des intérêts fondamentaux de la Chine et constitue la première ligne rouge à ne pas franchir dans les relations sino-américaines*», a déclaré le ministère chinois des Affaires étrangères dans un communiqué publié vendredi. «*Toute entreprise ou personne se livrant à des ventes d'armes à Taïwan en subira les conséquences.*»

Le ministère a également exhorté les États-Unis à mettre fin à ce qu'il a qualifié de «*manœuvres dangereuses d'armement de Taïwan*».

Nouvelle feuille de route pour une croissance qualitative - chinatoday.com.cn 18 décembre 2025

La capitale chinoise a été, les 10 et 11 décembre, le théâtre d'un événement majeur pour l'avenir économique mondial : la Conférence centrale annuelle sur le travail économique (ci-après dénommée Conférence centrale). Rassemblant les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) et les responsables gouvernementaux, cette réunion annuelle de haut niveau ne constitue pas un simple exercice formel, mais s'inscrit dans le processus de planification économique chinoise traduite dans les plans quinquennaux. Elle définit les priorités économiques pour les douze mois à venir après avoir analysé les performances de l'année écoulée ainsi que les défis internes et internationaux.

http://www.chinatoday.com.cn/ctfrench/2018/gc/202512/t20251218_800426109.html

GNL : la Russie s'impose comme deuxième fournisseur de la Chine - RT 23 déc. 2025

Les exportations russes de gaz naturel liquéfié (GNL) vers la Chine ont atteint un niveau record en novembre, marquant une forte accélération des flux énergétiques entre les deux pays, rapporte Bloomberg. Les livraisons de GNL russe auraient plus que doublé en un an pour s'établir à 1,6 million de tonnes métriques sur le seul mois de novembre.

Cette progression a permis à la Russie de dépasser l'Australie et de devenir le deuxième fournisseur de GNL de la Chine, derrière le Qatar. Un basculement significatif, alors que les exportations russes de gaz vers l'Europe continuent de reculer, incitant Moscou à rediriger ses volumes vers le marché asiatique.

La principale raison de cette dynamique réside dans la politique commerciale adoptée par les entreprises russes. Afin de compenser les risques liés aux sanctions occidentales, elles ont accordé d'importantes remises à leurs clients asiatiques. Grâce à ces réductions, le GNL russe est devenu le moins cher parmi les douze fournisseurs présents sur le marché chinois, avec un prix inférieur d'environ 10 % à la moyenne, toujours selon l'agence de presse américaine.

Du côté chinois, les acheteurs privilégient avant tout l'accès à une énergie compétitive. La perspective de sanctions n'a pas constitué un frein déterminant, dès lors que les conditions économiques se sont révélées avantageuses.

La Chine forme ses robots humanoïdes dans des «écoles» avant leur entrée en service – RT 24 déc. 2025

Dans le district de Shijingshan, à Pékin, le « *Centre de formation aux données pour robots humanoïdes de phase II* » représente l'un des projets les plus ambitieux du pays. Sur deux étages, ce centre reproduit à l'identique des environnements industriels et domestiques. Ici, aucun élève en chair et en os : ce sont des robots, encadrés par des humains, qui s'exercent jour après jour à des gestes du quotidien.

Selon le People's Daily, un journal chinois, les robots y apprennent à trier des bobines, préparer des colis, cuisiner ou encore ranger une chambre. Chaque espace d'entraînement, appelé « *cellule* », est modulable, ce qui permet d'adapter rapidement les scénarios aux objectifs. Au cœur de cette formation se trouve « *Kuafu* », un humanoïde de 1,65 mètre développé par Leju Robotics. Ce robot, premier au monde à intégrer la technologie 5G-A, s'entraîne dans une logique proche de l'apprentissage humain, avec des centaines de répétitions par tâche.

L'or numérique de la robotique chinoise

Cette approche concrète tranche avec celle des entreprises occidentales, comme Nvidia, qui misent sur la simulation virtuelle. La Chine, elle, mise sur l'interaction réelle pour générer une matière première devenue centrale : les données. « *Sans données standardisées issues du monde réel, les robots ne peuvent pas s'adapter efficacement à de nouveaux environnements* », explique Zhu Kai, directeur du centre.

Chaque geste est scruté, enregistré et analysé. Dans un scénario de maison intelligente, deux formateurs se relaient toutes les deux heures pour guider un robot. L'un pilote à distance via un casque de réalité virtuelle, pendant que l'autre vérifie et enregistre les performances depuis un poste informatique.

Les robots choisissent une spécialisation parmi plusieurs domaines tels que la fabrication industrielle, gestion des maisons connectées ou services aux personnes âgées. Ces catégories couvrent 16 disciplines précises. À ce jour, plus de 20 compétences ont été validées, avec des taux de réussite dépassant 95 %.

Une avance technologique assumée

Le centre de Pékin n'est pas un cas isolé. À Shanghai, le site AgiBot entraîne plus de 100 robots en continu. Chaque jour, entre 30 000 et 50 000 données y sont produites, vérifiées puis intégrées à un réseau national de centres similaires, notamment à Suzhou, Jinan, Hefei et Zhengzhou. L'objectif est clair : produire plusieurs millions de données de haute qualité par an afin de consolider l'écosystème technologique chinois.

Les premiers résultats sont déjà visibles. Plusieurs robots « *diplômés* » ont été déployés sur le terrain : manutentionnaires dans les usines de FAW Group, livreurs chez Shenzhen Capital Group, ou inspecteurs pour le réseau électrique de China Southern Power Grid. Même les acteurs américains comme Tesla restent dépendants de composants chinois, comme l'ont rappelé les analystes de Morgan Stanley.

En 2025, plus de 30 000 robots humanoïdes ont été commandés, soit dix fois plus qu'en 2024. Pékin bénéficie d'un soutien massif de l'État, avec près de 20 milliards de dollars investis, et surtout d'une indépendance industrielle qui fait cruellement défaut aux autres pays occidentaux.

Japon.

Le gouvernement japonais approuve un budget de défense record pour dissuader la Chine - The Associated Press 26 décembre 2025

Le gouvernement japonais a approuvé vendredi un budget de défense record dépassant les 9000 milliards de yens (79 milliards \$) pour l'année à venir.

Le projet de budget pour l'exercice 2026, qui débute en avril, est en hausse de 9,4 % par rapport à 2025 et marque la quatrième année du programme quinquennal du Japon visant à doubler ses dépenses annuelles d'armement pour les porter à 2 % du produit intérieur brut.

Sous la pression des États-Unis, en faveur d'un renforcement des forces armées, le gouvernement de Mme Takaichi s'est engagé à atteindre l'objectif de 2 % d'ici mars, soit deux ans plus tôt que prévu.
The Associated Press 26 décembre 2025